



#### 4. SUIVIS DÉCOULANT DE PROCÈS-VERBAUX

##### 4.1 SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 25 NOVEMBRE 2014

Aucun suivi.

#### 5. RÈGLEMENT 4 – DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE POUVOIRS AU COMITÉ EXÉCUTIF ET AUTRES

##### 5.1 VOYAGE GUATEMALA – HONDURAS – ÉCOLE JEAN-JACQUES-BERTRAND

Monsieur André Messier établi le contexte entourant l'octroi du contrat.

Monsieur Ghislain Boutin indique que les délais exigent un accord de principe du Conseil pour octroyer le contrat pour le voyage avant la prochaine séance, les places dans l'avion étant limitées.

Le conseil est unanimement en accord.

09CE1415-014

##### 5.2 OCTROI DU CONTRAT LOGICIEL GMAO

**CONSIDÉRANT** les besoins d'optimiser les choix d'entretien et d'investissements et de renforcer les liens avec le système SIMACS;

**CONSIDÉRANT** l'appel d'offres qualité – prix ajusté le plus bas, conformément aux règles de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et des règlements en découlant sur les contrats de services et d'approvisionnement;

**CONSIDÉRANT** l'analyse effectuée par le Comité de sélection qui fut nommé par le Conseil des commissaires le 26 août 2014;

**CONSIDÉRANT** la recommandation du comité de sélection ayant siégé le 19 novembre 2014 ;

**CONSIDÉRANT** la disponibilité budgétaire dans le cadre de la mesure 50623 « Évaluation de l'état de santé des immeubles et de ses composantes (QAI) et du budget « Matériel, appareil et outillage (MAO) » 2014-2015;

**CONSIDÉRANT** l'appel d'offres public fait, l'ouverture des soumissions et l'analyse de ces dernières par le comité de sélection;

Il est proposé par monsieur Claude Dubois appuyé par madame Marilyne Lafrance

**DE PROCÉDER** à l'achat, l'implantation et la formation d'un logiciel de gestion et de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) au montant de 192 248,00 \$ avant taxes de la compagnie GES Technologie, division de PG Solutions.

Adopté à l'unanimité.

09CE1415-015

##### 5.3 CHOIX DE LIMITE CSST

**CONSIDÉRANT** que le Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation prévoit que l'employeur assujéti au mode rétrospectif pour une année de tarification doit faire parvenir à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) une attestation indiquant jusqu'à concurrence de quelle limite il choisit de supporter le coût de chaque accident du travail ou maladie professionnelle survenu dans son entreprise;

**CONSIDÉRANT** l'analyse de notre dossier concernant les coûts associés aux lésions professionnelles et la recommandation de la firme « Gestion Dossier Santé Sécurité »;

Il est proposé par monsieur Pierre Lavoie et appuyé par madame Suzie Lambert

